

Questions orales

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, le député se rappelle peut-être que depuis quatre ans, nous faisons de grandes campagnes de publicité pour expliquer aux Européens les réalités de la chasse aux phoques. Étant donné que le sujet soulève les passions et que le public est généralement mal informé, il a été très difficile de mener à bien nos campagnes. Nous croyons cependant qu'il faut continuer à expliquer que la pêche commerciale est une activité tout à fait différente de la chasse aux phoques. Pour ce qui est de la qualité des produits canadiens ceux-ci se défendent d'eux-mêmes, puisque ce sont les meilleurs produits que l'on retrouve dans les magasins en Grande-Bretagne et ailleurs. Nous croyons qu'il sera possible de trouver une solution à ce problème mais, je le répète, en parler à la Chambre des communes n'est pas la meilleure façon d'y parvenir.

* * *

L'EMPLOI**LE PROGRAMME D'INITIATIVES SPÉCIALES POUR L'EMPLOI—LA DÉPENSE DE FONDS—L'APPLICATION DES CRITÈRES**

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui a reconnu que l'année dernière, au mois de novembre, on avait dépensé \$138 millions de dollars pour les initiatives spéciales pour l'emploi, et 150 millions l'année précédente. Il a admis par ailleurs que l'année dernière, en décembre, il n'était pas assez satisfait des critères pour les révéler aux députés de ce côté-ci de la Chambre des communes. Le ministre veut-il dire qu'il a dépensé 288 millions de dollars malgré l'absence de critères qu'il jugeait satisfaisants?

● (1450)

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Non, monsieur le Président. Ce que je voulais dire et ce que j'ai dit, si je ne m'abuse, c'est que les critères ne se présentaient pas d'une façon assez claire pour que les députés d'en face puissent les comprendre.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, le ministre est logique avec lui-même. Son voisin de pupitre, le ministre des Finances, a dépensé 200 millions de dollars parce qu'il avait laissé photographier le texte de son discours. Le ministre a donc dépensé 288 millions pour un programme alors qu'il ne jugeait pas les critères assez clairs pour les révéler aux députés.

LA NATURE DES CONSULTATIONS OFFICIEUSES AVEC DES DÉPUTÉS

Le très hon. Joe Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, je voudrais continuer à discuter des consultations officieuses. A en juger d'après les critères qui ont été révélés, les députés

n'ont pas été consultés officiellement. Le ministre en a fait tout un plat. Il a parlé de consultations officieuses. Quelle était la nature des consultations officieuses avec les députés libéraux pour que l'on crée cette assiette au beurre libérale de plusieurs millions de dollars? Quand le ministre présentera-t-il à la Chambre une liste détaillée de toutes les dépenses effectuées dans le cadre de ce programme, dans toutes les circonscriptions du Canada qui en profitent?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le très honorable représentant a groupé plusieurs questions en une. Il ne se donne manifestement pas la peine d'écouter ce que je dis ou d'interpréter correctement mes propos. S'il se donne la peine de consulter le hansom, il verra que je n'ai pas tenu les propos qu'il me prête dans la première partie de sa question.

Quant à savoir quand les listes seront prêtes, j'ai donné à mes collaborateurs l'instruction de compiler une liste aussi exacte et aussi complète que possible des projets que nous avons financés. J'ai dit au député qu'il faudrait attendre plusieurs jours pour que le travail soit terminé. Sauf erreur, la liste sera prête dans environ une semaine, peut-être plus tôt si j'arrive à activer les choses.

LES CRITÈRES S'APPLIQUANT À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION À ALLIANCE COMMUNITY SERVICES DE TORONTO

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. À titre de chef de son ministère et de ministre représentant la région de Toronto, connaît-il l'existence d'un document de travail daté du 29 août 1983, qui concerne l'intégration de la communauté italienne et ses relations avec le parti libéral et dans lequel on déclare qu'il est nécessaire de financer des organismes loyaux et valables au sein de cette collectivité? Dans ce cas, le ministre veut-il nous expliquer les critères dont il s'est servi pour consentir une subvention de \$583,000 à un groupe, The Alliance Community Services, dont la formation répondait à une recommandation de ce document et qui se compose de députés libéraux qui sont en même temps les signataires de ce document? D'abord, le ministre est-il au courant de ce document et, ensuite, quels étaient ses critères pour accorder une subvention de \$583,000 à Alliance Community Services de Toronto?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Pour répondre à la première partie de cette question, monsieur le Président, sauf erreur de ma part, non, je ne suis pas au courant du document dont le député a cité un passage. Je ne saurais affirmer que mon cabinet n'en a pas été saisi, mais je n'ai eu connaissance d'aucun document qui contienne les mots qu'on vient de rapporter.

Quant à la façon dont le projet a été approuvé, les fonctionnaires de mon ministère en ont fait une évaluation. Étant